

MARCHE
de prestations d'exploitation
de restaurant administratif

REGLEMENT DE CONSULTATION

**ASSOCIATION DE LA CANTINE DU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
(ACCFIP)**

(association régie par la Loi du 1er juillet 1901)

**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE SAINT-MALO
38 BOULEVARD DES DEPORTES
35400 SAINT-MALO**

référence PLACE : DRFIP35RESTAURATIONSTMALO2025

Date et heure limites de remise des offres :

Lundi 07 juillet 2025 à 12h00

Le présent règlement de consultation comporte 7 pages

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT.....	3
ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE).....	3
ARTICLE 6 : VARIANTES.....	3
ARTICLE 7 : VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX.....	3
ARTICLE 8 : PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
8.1. DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE.....	4
8.2. DOCUMENTS RELATIFS À L'OFFRE.....	5
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	5
ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES.....	6
ARTICLE 11 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	6
ARTICLE 12 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
12.1. JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	6
12.2. JUGEMENT DES OFFRES.....	6
ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
ARTICLE 14 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	7

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de prestations de restauration collective, selon les conditions précisées dans le contrat de prestations de restauration collective, dans le **restaurant administratif de Saint-Malo, sis 38 BOULEVARD DES DÉPORTÉS 35400 SAINT-MALO**.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure adaptée prévue aux articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 et R.2123-6 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ

Le contrat prend effet le **1^{er} septembre 2025** et est conclu pour une durée de deux (2) ans renouvelable par tacite reconduction dans la limite de deux (2) périodes complémentaires d'un (1) an.

Chacune des parties a la faculté de mettre fin au contrat, à l'expiration de chaque échéance, moyennant un préavis délivré à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

Le dossier de consultation est constitué de :

- 1 - un accord cadre de prestations de restauration collective et ses 6 annexes valant cahier des charges ;
- 2 - un dossier économique à compléter par le candidat, accompagnée d'une annexe financière ;
- 3 - un cadre de réponse à compléter par le candidat, constituant sa proposition technique (avec le tableau des spécifications qualitatives des denrées et le tableau des prestations quotidiennes) ;
- 4 - un présent règlement de consultation (RC).

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 : VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX

Les candidats sont tenus de réaliser une visite des locaux du **restaurant administratif de Saint-Malo, sis 38 BOULEVARD DES DEPORTES 35400 SAINT-MALO**. À ce titre, ils devront prendre contact auprès de **Mme Valérie BAUGARD** valerie.baugard@dgfip.finances.gouv.fr ou **M. Clément BOSSARD** clement.bossard@dgfip.finances.gouv.fr

À l'issue de la visite, une attestation de visite sera remise aux candidats.

Les offres remises par les candidats doivent être rédigées en français, en application de la loi n ° 94 665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

Les candidats produisent un dossier complet dont le contenu est décrit ci-après.

8.1. DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

Le candidat peut présenter sa candidature via le formulaire DUME (électronique ou papier) ou une déclaration de candidature équivalente (DC1 ¹ et DC2 ²).

En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de DC2 joints que de membres du groupement. Le candidat doit fournir les éléments détaillés ci-après, rédigés en langue française.

La déclaration de candidature comprend notamment :

- les documents attestant le cas échéant du pouvoir du signataire ;
- le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché des trois (3) derniers exercices ;
- la description de son effectif moyen annuel, par types de métiers ou fonctions, pour les trois (3) dernières années ;
- la liste des principales fournitures ou services effectués au cours des trois (3) dernières années (en indiquant montant, dates, destinataires), ainsi que toute référence permettant d'attester de la capacité du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- la description de ses moyens techniques et des procédures mises en œuvre pour assurer la qualité et la sécurité de ses prestations ;
- les certificats de qualifications professionnelles en matière de restauration collective (la preuve de la capacité professionnelle peut être apportée par tout moyen) ;
- la preuve d'une assurance pour risques professionnels ;
- le Kbis du candidat ou du groupement : ce document vise à s'assurer notamment que dans le cadre d'un groupement les membres mentionnés dans l'acte de candidature sont bien membres dudit groupement à la **date de dépôt de la candidature**.

En application de l'article R. 2193-1 du CCP, si le candidat décide de recourir à des sous-traitants, il précise leurs capacités techniques, professionnelles et financières.

En cas de réponse en groupement, les éléments précédents sont fournis pour chacun des membres du groupement. L'identité de chaque membre du groupement doit être impérativement précisé dans l'acte de candidature.

Par ailleurs, il est nécessaire de fournir un document d'habilitation du mandataire signé par ses membres mentionnés dans l'acte de candidature (imprimé DC1 ¹). Ce document précise l'étendue de cette habilitation et notamment l'habilitation à présenter la candidature et/ou l'offre (le contrat départemental et ses annexes) pour le compte de ses membres.

8.2. DOCUMENTS RELATIFS À L'OFFRE

L'offre comportera obligatoirement :

1. l'accord cadre de prestations de restauration collective et ses 6 annexes, signés par une personne dûment habilitée à engager l'entreprise ;
2. L'offre financière du candidat, signée par une personne dûment habilitée, et synthétisant l'ensemble des éléments de prix indiqués dans l'annexe 5 « liste des plats et grammage/tarifs » et dans le dossier économique complété par le candidat.
3. Le dossier économique, complété de l'ensemble des éléments constituant les frais fixes et signé par une personne dûment habilitée ;
4. Le cadre de réponse complété constituant la proposition technique ;
5. Le plan de maîtrise sanitaire (PMS) du candidat ;
6. L'attestation de visite des locaux.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

DEPOT DES OFFRES AU FORMAT ELECTRONIQUE

Le candidat dépose sur la PLACE l'ensemble des pièces réclamées à l'article 6 du présent document pour le **07 juillet 2025**.

La réponse électronique est constituée d'un dossier unique contenant les documents de candidature et l'offre technique et financière (article 8 du présent règlement de consultation)

Si le candidat effectue plusieurs dépôts sur la PLACE, seul le dernier dossier reçu avant les date et heure limites de remise des plis sera ouvert et analysé en application de l'[article R. 2151-6 du CCP](#).

Le dernier dépôt doit donc être complet et comporter l'ensemble des pièces demandées à l'article 8.

RECOMMANDATIONS POUR LE BON DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

Les candidats doivent tenir compte des indications suivantes :

Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odf, .pdf, .zip (ou tout autre format de fichier couramment utilisé).

Les candidats sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,
- faire en sorte que leur candidature et/ou leur offre occupe un volume raisonnable.

Accompagnement :

Un outil d'assistance en ligne est disponible lorsque vous avez un compte sur la PLACE et que vous êtes connecté (en haut à droite). L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne, pré-alimentée de vos informations de connexion.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou de contacter le service d'assistance à la « dernière minute ».

ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Quel que soit leur mode de transmission, les offres doivent parvenir à ce service au plus tard le :

lundi 07 juillet 2025 à 12 h 00

Les offres remises après la date et l'heure limites fixées ci-dessus (ou dont l'avis de réception est délivré après la date et l'heure limites) ne sont pas retenues.

ARTICLE 11 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date limite de réception des offres, indiquée à l'article 10 du présent règlement.

ARTICLE 12 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

12.1. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Les candidatures des sociétés sont jugées au regard des critères suivants :

- la capacité professionnelle et technique du candidat ;
- la capacité financière du candidat.

Les candidats sont appréciés au regard des éléments prévus à l'article 8-1.

12.2. JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres se fera au moyen des critères pondérés suivants :

1. Le prix de la prestation (55 %) :

Ce critère est apprécié au vu des montants indiqués dans l'annexe 5 « liste des plats et grammage/tarifs » et dans le dossier économique complétés par le candidat. Pour ce critère « prix de la prestation », une note sur 10 sera attribuée de la façon suivante :

Note de l'offre jugée = (prix de l'offre conforme la moins-disante / prix de l'offre jugée)² * 10.

Seul le prix global de la prestation réalisée sera pris en compte.

2. La qualité de l'offre (45 %) :

Ce critère est apprécié au regard de la valeur des propositions présentées dans le cadre de réponse, ainsi pondérées :

2.1. La qualité de la prestation alimentaire : 20% ;

- qualité nutritionnelle et organoleptique des prestations ;
- variété et équilibre nutritionnel des menus proposés ;

2.2. L'organisation du service et l'apport du chef gérant : 20 %.

2.3. Les performances en matière de développement des approvisionnements directs de produits locaux et de l'agriculture biologique : 5%

La « qualité de l'offre », notée sur 10 sera appréciée au regard de la qualité des moyens techniques, matériels et humains affectés à la prestation, tels que décrits dans le cahier des charges.

La note finale de l'offre sera obtenue en ajoutant la note acquise sur la « qualité de l'offre », pondérée par le coefficient choisi à la note obtenue sur le « prix de la prestation », pondérée par le coefficient choisi.

L'association pourra procéder à des auditions mais seulement avec le ou les candidats ayant remis des offres jugées acceptables sans toutefois répondre à 100% au cahier des charges. La négociation se fera uniquement sur les points de discordances avec le cahier des charges.

Les auditions éventuelles se dérouleront semaines 29, 30, ou 31, soit entre le 15 et le 31 juillet 2025.

Le cas échéant, au terme des négociations, l'offre ayant obtenu la note la plus élevée sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira les documents prévus aux [articles R2144-1, R2144-2, R2144-3, R2144-4, R2144-5, R2144-6 et R2144-7](#) du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, du code de la commande publique.

ARTICLE 14 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par les candidats auprès des personnes suivantes :

Valérie BAUGARD - Présidente	Clément BOSSARD - trésorier
02 99 40 68 75 ou 06 12 50 18 42	02 99 40 61 39
valerie.baugard@dgfip.finances.gouv.fr	Clement.bossard@dgfip.finances.gouv.fr

¹ Modèle disponible sur le site des MEF <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

² Modèle disponible sur le site des MEF <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>